

«Il faudrait pour le bonheur des Etats que les philosophes fussent Rois et que les Rois fussent philosophes»

Platon in La République

## SID-AHMED GHOZALI AU SOIR D'ALGÉRIE

# Histoire des nationalisations, politique pétrolière et bonne gouvernance

13<sup>e</sup> partie

«Le président Mitterrand donnait l'impression de revisiter sans cesse son ancienne relation avec l'Algérie coloniale qu'il semblait vivre plutôt mal avec le temps.»

Entretien réalisé par Mohamed Chafik Mesbah

**Mohamed Chafik Mesbah :** Justement, je vous invite à revenir sur votre passage à la tête de la diplomatie algérienne et de vous attarder sur des personnalités que vous avez eu à rencontrer alors...

**Sid-Ahmed Ghozali :** Mes navettes diplomatiques m'ont conduit à plusieurs reprises auprès d'un certain nombre de chefs d'État, dont les plus fréquemment rencontrés, en mes qualités de ministre des Affaires étrangères ou de missionnaire du président Chadli Bendjedid, furent, je cite les noms dans l'ordre où ils me viennent à l'esprit, Fahd Ibn Abdelaziz, Hussein de Jordanie, Hafedh El Assad, Hassan II, François Mitterrand, Juan Carlos, Giulio Andreotti d'Italie, Yasser Arafat, Nelson Mandela, Hosni Mubarak, Maammar El Kadhafi, Zine El Abidine Benali de Tunisie, Saddam Hussein, Baudouin.

La fréquence des rencontres aidant, il est arrivé que l'entretien fit une place à une communication où la personne perce la carapace du chef d'État. On dit dans ces cas que le courant passe. Ce fut le cas avec bon nombre d'entre eux. Il s'imprime alors dans la mémoire des impressions marquantes, souvent enrichissantes et d'autant plus vivaces qu'elles se rapportent à des problématiques passées mais qui demeurent toutes d'une brûlante actualité. Cela va de l'impression de bonhomie bourrée de bon sens ramenée du Caire, à la perception d'une sensibilité aiguë et de grande culture chez François Mitterrand, cet homme politique assurément exceptionnel, en fin de mandat et en plein questionnement avec lui-même sur sa relation passée avec l'Algérie, en passant par la roublardise bon enfant mêlée de spontanéité parfois visionnaire de notre frère libyen quand il ne cessait de nous mettre en garde sur les conséquences de notre légalisation des partis religieux.

Hosni Mubarek inspirait le sentiment d'un homme bon et modeste, ce qui ne donnait que plus de saveur à certaines de ses réparties frappées du sceau de la candeur populaire. Lors d'un dîner intime avec ses homologues algérien et libyen, au Caire, dîner où j'ai été associé en même temps que mon homologue Ismat Abdelmadjid, le Qaid part dans une tirade fustigeant les Arabes qui placent leur argent dans les banques occidentales ; c'était au lendemain du Sommet arabe du 9 août 1990, le président Hosni Mubarek marmonna entre deux gorgées de potage « Et toi tu mets ton argent où ? » Tel un enfant pris en défaut, le Qaid ne pipa mot.

Sur notre retour le 12 août 1990 du sommet du Caire, nous avions fait une escale d'une nuit à Tripoli. Alors que nous conversions de la crise du Golfe et de l'UMA, il me voulait alors comme secrétaire général de l'Union, le « Qaid » se tournant ostensiblement vers moi me fit l'observation suivante : « J'ai des fois l'impression que vous les Algériens vous nourrissez plus d'affinités avec les Européens qu'avec les Arabes. » J'ai compris qu'en lançant cette pique il s'attendait à une dénégation de ma part ou à une protestation de principe ; je lui répondis, sous le regard amusé du président : « Mais votre impression n'est pas si éloignée du tout de la vérité comme vous paraissez le penser frère Qaid ! D'ailleurs, ne l'êtes-vous pas autant que nous puisque nous sommes avant tout des Méditerranéens ? Et puis, que nous reste-t-il de commun avec des pays arabes qui envahissent violemment leurs voisins ? Avec d'autres Arabes qui en appellent à la rescousse des troupes étrangères pour matraquer un autre pays arabe ? » J'ai fait partie de la délégation algérienne qui était au siège de l'OPEC à Vienne lors de l'assaut donné par le groupe de Carlos le 20 décembre 1975. Zaki Yamani, le ministre saoudien qui avait été désigné avec l'Iranien Jamshid Amouzegar et leurs adjoints directs parmi les premières personnes qui seraient immolées, s'il n'était pas fait réponse aux exigences du commando, a indiqué que l'opération avait été commanditée de Libye. Est-ce parce que l'occasion idoine ne s'est jamais présentée ou est-ce parce que je n'aurais pas su la saisir ? Le fait est que je ne suis jamais allé à ce jour jusqu'au bout de la promesse que je m'étais faite d'évoquer la question avec le Qaid.

Peut-être y parviendrai-je un jour, qui sait ? Il y a eu aussi la forte douleur que je ramenais de mes entretiens avec Saddam Hussein, devant l'immense gâchis que les calamiteuses décisions d'un seul homme peuvent causer à des centaines de millions d'humains ; un gâchis qui donne la mesure de l'extrême fragilité des hommes prétendus forts parce qu'ils dirigent de la manière forte et brutale, de l'extrême vulnérabilité d'un système politique bloqué qui ne laisse aucune place à la contradiction et se met, de ce seul fait et de lui-même, dans une situation de totale insécurité ; un système qui, de par sa nature même, se prête à marcher, durant des années, voire des décennies dans toutes les manipulations extérieures qui sont faites pour le perdre.

A l'autre extrême, le sentiment d'être en présence d'une incarnation de la force des institutions et de leur rôle capital dans la vie d'une nation. Le réconfort que procure la vision révolutionnaire authentique et la force morale réunies dans le chef d'un même homme politique africain, Nelson Mandela.

**Pouvez-vous évoquer, plus particulièrement, le souvenir du président François Mitterrand, dans son profil personnel et dans ses rapports avec l'Algérie ?**

J'ai connu François Mitterrand en trois temps différents. Au milieu des années 1970 à la faveur des rencontres au sommet FLN-PS. C'était par Lionel Jospin qui, l'accompagnant dans un ou deux séjours algériens en sa qualité de secrétaire national aux relations extérieures du PS, en profitait pour passer à la maison un moment en famille ; car il existait déjà une amitié personnelle qui s'était établie depuis 1958 par un concours de circonstances fortuites : nous avions étudié durant trois années dans la même rue des Saintes-Pères, de part et d'autre du boulevard Saint-Germain, l'un à l'École nationale d'administration et l'autre à 200 m de là à l'École des ponts et chaussées. Nous logions dans la même cité universitaire dans deux bâtiments communicants ; last but not least, il y avait notre militantisme pour la cause algérienne, chacun dans son propre cadre national, l'un au sein de l'Union des étudiants de France, l'Unef, et de l'Union de la gauche, l'autre dans l'organisation clandestine du FLN. Mes contacts avec François Mitterrand étaient donc plutôt privés, sporadiques et impersonnels, comme c'était le cas à Paris lors de colloques sur les relations Nord-Sud ou sur la Méditerranée. Il y a eu aussi, en novembre 1974, ce dîner à la résidence de notre ambassadeur en France, il était en compagnie de Pierre Mendès France, j'étais aux côtés de Belaid Abdesselam en mission officielle à Paris. Sept mois plus tôt il avait été battu d'un nombre de voix égal à celui des Comores par Valéry Giscard d'Estaing aux présidentielles de succession à Georges Pompidou. Il nous avait expliqué comment les deux candidats étaient convenus de refaire les élections dans le cas où la différence des votes ne dépasserait pas le nombre des voix des Comores, parce qu'ils s'étaient rendu compte que le chef des Comores les avait promises à chacun d'eux. Valéry Giscard d'Estaing les ayant emportées en fin de compte aurait ainsi oublié ses engagements.

Dans un deuxième temps, ce sont mes charges aux Finances et aux Affaires étrangères qui me conduisaient à l'Élysée, des fois seul, tantôt en compagnie de mes collègues saoudien et marocain, tantôt dans la suite du président Chadli Bendjedid. C'était pour le traitement des contentieux financiers algéro-français qui s'étaient accumulés durant la décennie 1980, ou lors des laborieux processus euro-arabe, euro-maghrébin, France-Afrique ou dans le cadre des efforts parallèles algériens et français, dans les affaires libanaise ou irako-koweïtienne.

**Vous avez eu à l'approcher, plus souvent, en qualité d'ambassadeur à Paris...**

C'est en ambassadeur d'Algérie, en effet, que je l'ai approché le plus et le plus fréquemment. C'était une période particulière pour lui comme pour moi, car il était à moins de trois années de la fin de son mandat et sa maladie avait progressé. Ce sont des moments de vérité pour tout être



Sid-Ahmed Ghozali en compagnie de Zaki Yamani.

Photo : DR

humain. Son premier mot pour moi quand je lui présentais mes lettres de créances en début décembre de 1992 en la présence de Roland Dumas fut : « Je veux d'abord dissiper un malentendu entre nous : non seulement je ne vous ai pas critiqué mais je considère au contraire que ce que vous avez fait était très courageux. » Il se référait à sa déclaration du lendemain de la démission de Chadli Bendjedid et de l'interruption du processus électoral. « Il faut que le processus démocratique reprenne le plus tôt possible. » Invité par un journaliste français à commenter ladite déclaration, j'avais répondu : « Inacceptable. »

A la fin de la cérémonie protocolaire, il me dit son souhait de m'inviter à déjeuner au Palais de l'Élysée une fois tous les trois mois. « Chose que je ne fais qu'avec trois autres ambassadeurs, l'Anglais, l'Allemand et le Soviétique... Je compte sur vous pour me le rappeler s'il advient que je n'en prenne pas l'initiative. » La première de ce type de rencontres eut lieu après la première quinzaine de janvier 1993. Il aimait à prolonger la conversation au moment du café. Ces moments-là, je croyais entendre l'être humain se parler à lui-même, ou le Français qui se confiait à l'Algérien, plus souvent que je n'entendais le propos du chef d'État face à l'ambassadeur. L'homme donnait l'impression de revisiter sans cesse une ancienne relation avec l'Algérie coloniale qu'il semblait vivre plutôt mal avec le temps, pendant que le Français semblait chercher les occasions pour se montrer solidaire de l'Algérien en difficulté. Quant au chef d'État, était-il en quête d'un quelque chose que l'histoire substituerait enfin à l'obsédante déclaration de Batna : « La seule négociation c'est la guerre ? »

**Vous avez évoqué le poids de l'histoire dans les relations entre les deux pays, l'Algérie et la France...**

Un jour, c'était en hiver et nous étions assis au coin cheminée, nous évoquions l'histoire de la colonisation française en Algérie, lorsqu'il m'interrompit par une surprenante question : « Combien y a-t-il eu de morts durant la guerre d'indépendance ? » « Les chiffres officiels diffèrent évidemment, répondis-je, pour nous un million et demi, pour vous cinq ou six cent mille. Si la vérité était seulement entre les deux, cela ferait quand même un Algérien sur neuf... c'est comme si la France avait perdu sept à huit millions de ses

habitants en sept ans. » Il a hoché doucement la tête, s'est tu pendant une trentaine de secondes puis tendant sa main vers Roland Dumas, il me dit : « Vous voyez la personne qui est à côté de vous, son père a été exécuté par les Allemands. Aujourd'hui, il est en train de travailler à l'amitié franco-allemande. »

De mon côté, je lui livrais mon expérience des relations algéro-françaises, sans précaution protocolaire particulière et souvent à contre-courant des clichés dominants en France. Si on peut charger également les classes politiques des deux côtés sur l'absence de vision, c'est en Algérie que l'opinion publique a été la plus mûre dès l'indépendance. Comme s'il avait la géopolitique dans la tête, le peuple algérien est pour des relations importantes avec l'Europe, notre voisin, notamment la France. Il a toujours séparé la problématique des méfaits de la colonisation passée de celle des intérêts objectifs présents et futurs. Déjà en pleine période coloniale, les Algériens, qui ont le plus souffert et ceux qui ont les premiers combattu le colonialisme, ont été les premiers à faire le distinguo entre le peuple français et le système colonial d'État. Mon intime conviction est que l'attachement à la préservation de la mémoire est, dans l'esprit et dans le cœur des Algériens, totalement exempt d'un quelconque sentiment de revanche ou d'une volonté de culpabilisation d'humiliation en bloc d'un peuple, ni dans le fond ni dans la forme. Les Algériens, les plus attachés à une relation exemplaire avec la France, savent bien à juste titre qu'une telle relation repose sur une reconnaissance solennelle objective que la colonisation de l'Algérie est passée par des entreprises de pillage et de massacres systématiques de la part d'un système colonisateur d'État.

Les successeurs de Charles de Gaulle ont entretenu un contentieux psychologique personnel avec l'Algérie, le cas le plus évident étant celui de Valéry Giscard d'Estaing.

Les cadres du PS, à commencer par ceux qui sont venus à la politique par la voie du soutien à l'indépendance, demeurent, eux aussi, frappés par un syndrome d'un autre genre, celui d'une Algérie indépendante qui avait le tort de ne pas ressembler assez à celle de fantasmes paternalistes refoulés à ce jour.

●●●